

Reprendre le pouvoir d'agir, reconstruire ensemble

Alors que l'extrême droite et ses idées gagnent du terrain dans la société comme dans les institutions, nous faisons face à une dérive autoritaire du pouvoir : criminalisation de l'action syndicale, caporalisation des personnels de l'Éducation nationale, précarisation grandissante des AESH et des contractuel·les, mise au pas des enseignant·es. Le silence imposé à nos professions est un choix politique : empêcher celles et ceux qui font vivre les services publics de penser, d'agir et de contester.

Dans ce contexte, notre syndicat a un rôle central à jouer. L'école est aujourd'hui au cœur d'un affrontement idéologique : entre une vision autoritaire, inégalitaire, utilitariste, et une autre, portée par les valeurs d'émancipation, de justice sociale et de solidarité. Face aux tentatives de réduire l'acte éducatif à l'exécution d'ordres venus d'en haut, il est urgent de reconstruire des espaces d'échange, de réflexion, de résistance et de construction collective de nos métiers.

Nous devons retrouver des dynamiques locales, réinvestir le lien aux collègues, redonner vie aux collectifs de travail pour qu'ils redeviennent des lieux de solidarité et de pouvoir d'agir. Cela suppose de repenser notre ancrage territorial, nos pratiques syndicales, de tisser des alliances et de porter un projet politique ambitieux pour l'école et la société.

Dans une période où les repères démocratiques vacillent, le syndicalisme de transformation sociale est plus que jamais nécessaire. En tant que force collective, notre syndicat incarne un contre-pouvoir puissant, comme l'a démontré la mobilisation contre la réforme des retraites en 2023. Il nous appartient de faire vivre cette force, de la renforcer, de l'élargir, pour gagner des droits, refuser les assignations et construire une place pour l'espoir — non comme une attente passive, mais comme une exigence absolue de la lutte et un moteur de mobilisation collective.

C'est dans ce cadre que nous affirmons notre volonté d'une maison commune du syndicalisme de transformation sociale, ouverte, combative, à la hauteur des enjeux de notre temps. La FSU-SNUipp et la FSU doivent prendre toute leur place dans ce projet. En tant que première organisation syndicale de l'Éducation nationale, nous avons une responsabilité majeure : celle d'impulser des perspectives de lutte, d'unifier les forces progressistes, de porter une parole claire et exigeante, au service des personnels, de l'école publique et de la société toute entière.

Défendre les services publics, c'est défendre l'intérêt général, l'égalité d'accès aux droits fondamentaux et la cohésion sociale. Face aux logiques de privatisation, de mise en concurrence et de démantèlement des missions publiques, nous réaffirmons notre attachement à des services publics forts, accessibles et de qualité. Cette défense passe aussi par celle des personnels qui les font vivre au quotidien. Il est impératif de garantir des conditions de travail dignes, des statuts protecteurs, une reconnaissance réelle des métiers et des carrières à la hauteur des engagements. Pour que les personnels puissent exercer pleinement leurs missions, il faut en finir avec la précarité, revaloriser les métiers et renforcer les moyens. C'est un enjeu démocratique autant qu'un combat syndical central : sans agent·es respecté·es et soutenu·es, il ne peut y avoir de service public émancipateur.

Le congrès de la FSU-SNUipp 93,
Bobigny le 13 mai 2025